

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Bâtiment B  
Boulevard George Sand  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 20/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENGIE GREEN VOUILLON**

Le Triade II - Parc d'activités Millénaire II  
215 rue Sameul Morse  
34000 Montpellier

Références : -  
Code AIOT : 0010012383

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement ENGIE GREEN VOUILLON implanté La Rabière 36100 Vouillon. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE GREEN VOUILLON
- La Rabière 36100 Vouillon
- Code AIOT : 0010012383
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Vouillon, exploité par la société ENGIE GREEN VOUILLON, est composé de deux postes de livraison électrique, ainsi que de six aérogénérateurs VESTAS, d'une puissance unitaire de 3,3 MW, présentant une hauteur totale en bout de pale de 180 m et un diamètre de rotor de 126 m. Le parc est situé sur la commune de Vouillon au centre-est du département de l'Indre, il a été mis en service le 15 septembre 2018.

L'activité du parc éolien de Vouillon est encadrée par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et elle est soumise au régime de l'autorisation.

Le site est également encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 avril 2016 et par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 septembre 2021.

La maintenance principale de l'installation est réalisée par la société VESTAS.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Formation et exercices     | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15             | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 2  | Maintenance                | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 4  | Sécurité des installations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I           | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 60 jours              |
| 5  | Sécurité des installations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 60 jours              |
| 6  | Sécurité des installations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III         | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 7  | Sécurité des installations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 9  | Déchets                    | Code de l'environnement du 25/03/2026, article R541-45   | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 10 | Déchets                    | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2              | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|-----------------------|----------------------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Maintenance           | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa | Sans objet        |
| 8  | Déchets               | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20             | Sans objet        |
| 11 | Consignes de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22             | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-----------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 12 | Sécurité des installations        | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 | Sans objet        |
| 13 | Biodiversité                      | AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2   | Sans objet        |
| 14 | Biodiversité                      | AP Complémentaire du 09/09/2021, article 3   | Sans objet        |
| 15 | Dispositions constructives        | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7  | Sans objet        |
| 16 | Balisage                          | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 | Sans objet        |
| 17 | Panneau et identification mât     | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet        |
| 18 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation et exercices

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualification du Personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.<br/>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu l'attestation de VESTAS (Centre de maintenance région Indre), en date du 3/02/2026, indiquant que l'ensemble de son personnel est formé et qu'il possède les attestations requises. Vu le tableau joint à l'attestation, ce dernier indique la liste du personnel, les différentes habilitations de chacun et les dates d'obtention de ces habilitations.</p> <p>Vu l'attestation d'ENGIE GREEN (Agence Centre-Est), en date du 23/06/2025, indiquant que les installations sont exploitées par un personnel compétent, disposant d'une formation portant sur les risques accidentels et autres procédures employeur.</p> <p>L'exploitant indique que VESTAS envoie tous les mois son tableau listant son personnel et les habilitations de ce dernier, ou à chaque arrivée d'un nouvel employé.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pour tout autre intervenant en dehors de VESTAS, l'exploitant indique qu'il vérifie les habilitations du personnel en amont de l'intervention. Avant d'intervenir, le personnel doit signer le Plan de prévention qui regroupe les différentes informations relatives au parc, notamment concernant les consignes de sécurité et les procédures d'alerte.</p> <p>Vu le document intitulé "Fiche Parc Vouillon" rattaché au Plan de prévention et vu les fiches réflexes en cas de situations d'urgence.</p> <p>L'exploitant indique qu'une inspection commune est réalisée sur site avant toute intervention d'un autre prestataire que VESTAS.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir réalisé d'exercice d'entraînement pour le parc de Vouillon. Il précise qu'un exercice, simulant une situation de survitesse, s'est déroulé récemment sur un parc de Châlons-en-Champagne.</p> <p><b>Constat : le personnel assurant le suivi de l'installation de Vouillon n'a pas procédé à des exercices d'entraînement liés à des situations accidentelles.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

## N° 2 : Maintenance

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais annuels des arrêts</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les rapports de maintenance pour les éoliennes E3 et E6 (documents intitulés "SIF for yearly inspection") du 19/09/2024 pour E3 et du 17/09/2024 pour E6.</p> <p>Vu les rapports de maintenance pour les éoliennes E3 et E6 (documents intitulés "Check ICPE Electrical V126" et "Service 7 Year") des 23 et 24/07/2025 pour E3 et des 4 et 5/08/2025 pour E6. Pour 2025, les documents, majoritairement rédigés en anglais, font apparaître les tests vérifiant l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt et de mise à l'arrêt d'urgence.</p> <p>En revanche pour la mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse le document intitulé "Check ICPE Electrical V126" indique "Not Applicable".</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constat : l'exploitant ne réalise pas de tests vérifiant l'état des équipements de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| <b>Type de suites proposées : Avec suites</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais : 60 jours</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

### N° 3 : Maintenance

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>Pour 2024, l'inspection a consulté 4 rapports de vérifications des installations électriques pour les éoliennes E1 et E4, ainsi que pour les 2 postes de livraison électrique (PDL). Les missions de vérifications ont été réalisées le 18/07/2024 par le bureau de contrôle SOCOTEC et les rapports sont référencés sous les numéros H0290/25/8551 pour l'éolienne E1, H0290/25/8553 pour l'éolienne E4, H0290/25/8549 pour le PDL A et H0290/25/8550 pour le PDL B.<br>Pour 2025, l'inspection a consulté 4 rapports de vérifications des installations électriques pour les éoliennes E1 et E4, ainsi que pour les 2 postes de livraison électrique (PDL). Les missions de vérifications ont été réalisées le 17/07/2025 par le bureau de contrôle SOCOTEC et les rapports sont référencés sous les numéros H0290/26/220 pour l'éolienne E1, H0290/26/216 pour l'éolienne E4, H0290/26/215 pour le PDL A et H0290/26/219 pour le PDL B.<br>Pour l'ensemble de ces rapports, aucune non-conformité n'a été relevée sur les installations basse et haute tension. |
| <b>Pas d'écart constaté.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées : Sans suite</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

### N° 4 : Sécurité des installations

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des brides et du mât                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu pour les éoliennes E3 et E6, les documents intitulés "Rapport d'intervention de serrage" suite à l'intervention de serrage réalisée par l'entreprise COVERWind le 14/08/2025.<br>Ce document ne précise pas la proportion de brides contrôlées visuellement et la proportion faisant l'objet d'un serrage au couple.<br>L'exploitant ne précise pas si l'ensemble des brides sont contrôlées sous trois ans.<br>Suite à l'inspection, l'exploitant communique un document constructeur intitulé "Inspection from for check of the tower flange bolts". Sur ce document, il semble que les brides du mât sont contrôlées tous les trois ans et que si plus de 9 % des brides resserrées tournent de plus de 5°, l'ensemble des brides soient resserrées.<br>Aucune indication n'est fournie pour le contrôle des fixations des pales.<br><br><b>Constat :</b> l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur sont contrôlées en respectant la périodicité de trois ans. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 5 : Sécurité des installations

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Vu les derniers rapports de contrôles visuels réalisés au drone par VESTAS le 6/08/2025 pour les éoliennes E1 et E4.

Le rapport indique que les défauts relevés sur les pales sont classifiés de la manière suivante :

+ catégorie 1 : cosmétique ;

+ catégorie 2 : mineur ;

+ catégorie 3 : fonctionnel, à réparer dans l'année ;

+ catégorie 4 : sérieux, à réparer sous 6 mois ;

+ catégorie 5 : critique, arrêt de la machine et intervention immédiate.

Les 2 rapports consultés font apparaître plusieurs dommages de catégories 1 et 2, ne nécessitant donc aucune intervention.

Vu les rapports suite aux contrôles par drone réalisés le 17/02/2026 par CORNIS pour les éoliennes E1 et E4.

Ces derniers ne font apparaître que des dommages cosmétiques.

**Constat : l'exploitant n'a pas respecté la périodicité minimale de 6 mois pour réaliser le contrôle visuel des pales des aérogénérateurs.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 6 : Sécurité des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Systèmes Instrumentés de sécurité

**Prescription contrôlée :**

III.- L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

[...]

**Constats :**

Vu la liste Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS) VESTAS.

Cette dernière n'est pas complète puisqu'il manque certains SIS, notamment celui pour la protection de torsion des câbles et celui pour la détection de tension faible des batteries de



secours du pitch.

Les descriptions des Systèmes Instrumentés de Sécurité sont insuffisantes car elles ne donnent que les fonctionnalités principales sans détailler les chaînes complètes (Détection - Traitement - Actionneur) et les seuils d'enclenchement.

Le détail des opérations de maintenance n'apparaît pas dans la liste des SIS (opérations qui doivent normalement correspondre avec celles mentionnées dans les rapports de maintenance).

**Constat : l'exploitant ne tient pas à jour la liste de ses équipements de sécurité et cette dernière ne précise pas suffisamment les fonctionnalités et les opérations de maintenance des SIS de l'installation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 7 : Sécurité des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, Systèmes Instrumentés de sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

**L'exploitant indique que le résultat des contrôles prévus sur les équipements de sécurité ne sont pas consignés dans le registre de maintenance de l'installation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 8 : Déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Élimination des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.<br>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique qu'un conteneur spécifique (EOLBOX) est positionné sur site au moment des opérations de maintenance.<br>Lorsque VESTAS réalise les maintenances des installations, les différents déchets produits sont alors triés et stockés dans les différents bacs du conteneur. VESTAS contacte ensuite un prestataire extérieur pour l'enlèvement des déchets et le transport vers les filières de stockage ou de traitement adaptées.<br>Le conteneur ne stockant que les déchets produits par le parc, le tri-transit-regroupement de ces déchets n'est pas classable au titre d'une rubrique de la nomenclature ICPE.<br>L'inspection n'a pas constaté de traces de brûlage à l'air libre à proximité des éoliennes E2 et E5.<br><br><b>Pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 9 : Déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2026, article R541-45                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereaux électroniques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant communique des bordereaux de suivi de déchets (BSD), sous forme de fichiers, provenant de Trackdéchets.<br>Par échantillonnage l'inspection a consulté 2 bordereaux de suivi de déchets (BSD-20250926-RKCN9TKMV pour un enlèvement réalisé le 29/09/2025 et le BSD-20241021-WTDRKXHX5 pour un                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

enlèvement en date du 23/10/2024).

L'inspection constate des anomalies sur ces 2 BSD, puisque l'identité de l'émetteur des déchets est différente d'un BSD à l'autre (ENGIE GREEN VOUILLON pour l'un et VESTAS pour l'autre). De même les numéros de SIRET sont différents.

L'Inspection rappelle que le producteur de déchets est l'exploitant du parc et non le maintenancier, il doit être identifié par un numéro de SIRET spécifique au parc.

Après consultation de Trackdéchets, l'inspection constate qu'une fiche établissement existe, mais qu'aucun récépissé n'a été déclaré par l'exploitant (avec le numéro SIRET de l'exploitant relevé sur le BSD-20241021-WTDRKXHX5) pour la période du 01/01/2025 au 25/03/2026.

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a communiqué un autre numéro de SIRET, mais ce dernier donne également accès à aucun récépissé.

**Constat : L'exploitant n'utilise pas correctement le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 10 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre déchets

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- d) Concernant la gestion et le transport du déchet :
  - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
  - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
  - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis un tableau (fichier prénommé "Registre Déchets EGN - trame". Sur ce dernier, seulement 5 lignes sont renseignées (années 2023 à 2025) et les données ne concernent que des déchets dangereux.

Après vérification, par échantillonnage, pour le BSD BSD-20241021-WTDRKXHX5, il apparaît que le registre des déchets présenté ne fait pas mention de la destination finale du déchet et du code de traitement prévu.

Pendant, la visite, l'exploitant présente un autre tableau qui contient des données différentes du premier.

En plus des déchets dangereux, le document présenté contient des informations sur des déchets non dangereux.

**Constat : l'exploitant ne dispose pas d'un registre des déchets regroupant l'ensemble des déchets traités et consignait l'ensemble des informations requises.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours                                                                                               |

**N° 11 : Consignes de sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situations d'urgence - consignes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le document intitulé "Fiche Parc Vouillon" rattaché au Plan de prévention contenant notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les consignes relatives aux limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt, les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles et les procédures d'alertes.</p> <p>Vu les fiches réflexes, en cas de situations d'urgence, avec les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les différentes situations prévues.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 12 : Sécurité des installations**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de la présence de glace      |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p> <p>Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la déduction de la formation de glace sur les pales est réalisée en fonction de la température et de la vitesse du vent, par l'intermédiaire de la sonde de température et de l'anémomètre.</p> <p>Vu la procédure de redémarrage des aérogénérateurs, qui est réalisée automatiquement pour les éoliennes à risque faible, ou après contrôle sur site (exploitant d'astreinte, référent du parc, maintenancier ou agriculteur propriétaire du terrain), une fois que les conditions de redémarrage ont été atteintes (vitesses de vent &gt; à 3 m/s + temporisation en fonction de la température extérieure).</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 13 : Biodiversité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bridage Chiroptère</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc :</p> <p>a) du 1 avril au 31 juillet inclus ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- et en cas de vitesse de vent inférieure ou égale à 6 m/s ;</li> <li>- et en cas de température supérieure ou égale à 13 °C ;</li> <li>- et à partir d'une demi-heure avant le coucher du soleil jusqu'à quatre heures après le coucher du soleil,</li> </ul> <p>le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.</p> <p>b) du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre inclus ;</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>- et en cas de vitesse de vent inférieure ou égale à 7 m/s ;</p> <p>- et en cas de température supérieure ou égale à 11 °C ;</p> <p>- et à partir du coucher du soleil jusqu'au lever du soleil,</p> <p>le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.</p> <p>La mise en place effective du plan de bridage des machines et le bon entretien et fonctionnement des appareils utilisés doivent pouvoir être justifiés, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les modalités d'application du bridage peuvent être éventuellement redéfinies par l'exploitant au vu des résultats de suivis environnementaux menés sur le parc de Vouillon, après avis de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Pendant la visite, l'exploitant s'est connecté au logiciel de supervision du parc, ce qui a permis à l'inspection de constater, que des arrêts chiroptères avaient bien lieu en fonction des conditions météorologiques. Ainsi, par échantillonnage, l'inspection a par exemple constaté un arrêt chiroptères pendant la nuit du 30/09/2025 au 01/10/2025 de 23h30 à 1h13.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté que le paramétrage des différents critères était conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 14 : Biodiversité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/09/2021, article 3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques de collision avec l'avifaune</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec l'avifaune en période de migration post-nuptiale, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases d'arrêt des machines en fonction des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pendant les semaines 43, 44 et 45 ;</li> <li>• et en présence de brouillard ;</li> <li>• et à partir d'une heure avant le coucher du soleil et jusqu'à une heure après le lever du soleil ;</li> <li>• et quelles que soient la direction et la vitesse de vent ;</li> </ul> <p>le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.</p> <p>La mise en place effective du plan de bridage des machines et le bon entretien et fonctionnement des appareils utilisés doivent pouvoir être justifiés, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les modalités d'application du bridage peuvent être éventuellement redéfinies par l'exploitant au vu des résultats de suivis environnementaux menés sur le parc de Vouillon, après avis de l'inspection des installations classées.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis le logiciel de supervision du parc, l'inspection de pas constaté d'arrêts en période de migration post-nuptiale pour l'année 2025.</p> <p>L'exploitant indique que pendant la période de 3 semaines de mise en place de la mesure, les conditions météorologiques n'ont pas permis de déclencher l'arrêt des machines (absence de brouillard).</p> <p>En revanche, en remontant à l'année 2024, l'inspection a constaté un "arrêt brouillard" le 27/10/2024 entre 7h30 et 7h40.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 15 : Dispositions constructives**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voie d'accès</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cet accès est entretenu.</p> <p>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, les chemins menant aux aérogénérateurs E2 et E5 étaient carrossables pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les abords des deux aérogénérateurs et les chemins pour y accéder étaient entretenus.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>          |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 16 : Balisage**

|                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité balisage</p>                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L.6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation Civile.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                    |



|                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Vu le balisage diurne opérationnel sur l'ensemble des aérogénérateurs le jour de l'inspection ; ce dernier paraissant comme synchronisé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                 |

**N° 17 : Panneau et identification mât**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage public</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les numéros affichés au-dessus des portes des aérogénérateurs 2 et 5.<br/>Vu les panneaux d'information des tiers avec les mentions attendues.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extincteurs</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

Vu la présence d'un extincteur dans les pieds des éoliennes E2 et E5.  
Ces derniers ont été contrôlés par un organisme agréé depuis moins d'un an.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite